



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'avril et de mai 2026

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2026
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Avril et mai 2026

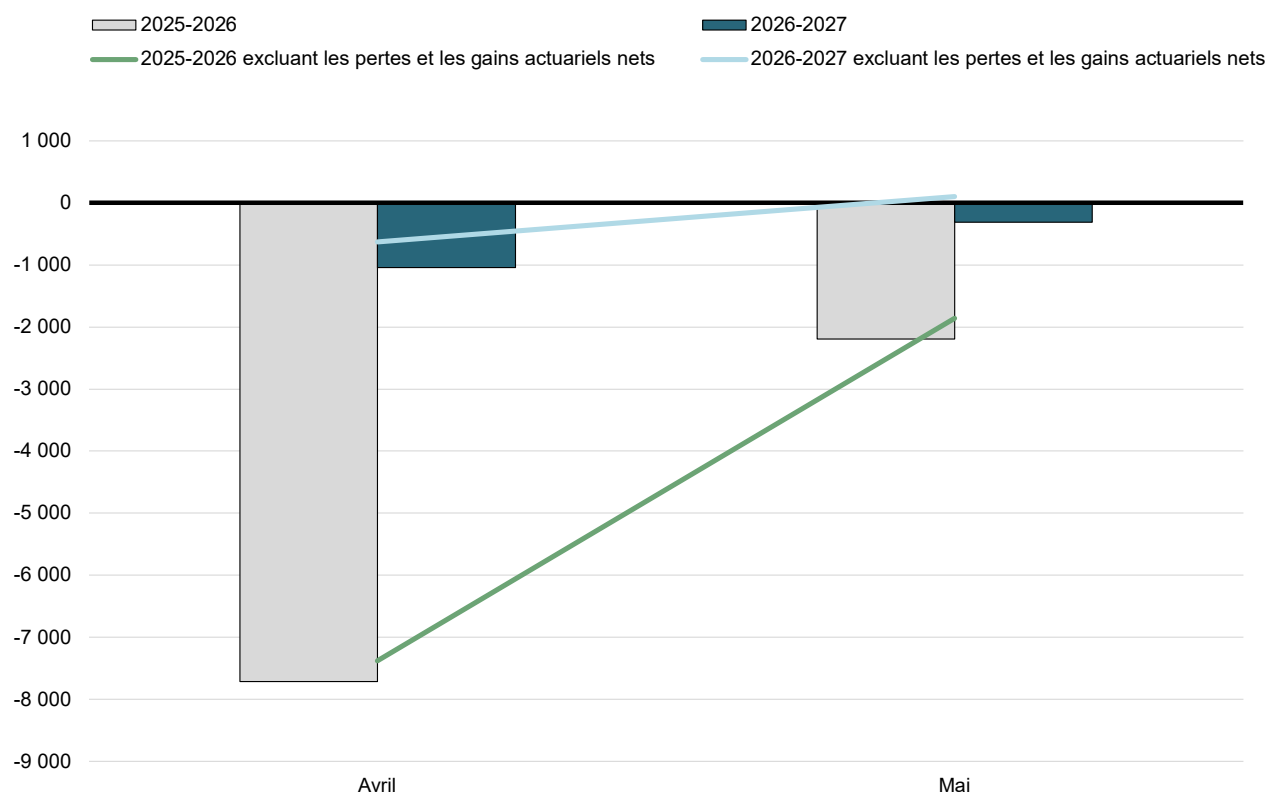
Les deux premiers mois de l'exercice 2026-2027 (avril et mai) se sont soldés par un déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 9,9 milliards de dollars à la même période de l'exercice 2025-2026. Ventilé par mois, le déficit enregistré était de 1,0 milliard de dollars pour avril 2026, puis de 0,3 milliard de dollars pour mai 2026.

Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 0,5 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 9,2 milliards de dollars pour la même période en 2025-2026. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Graphique 1

Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets

M\$



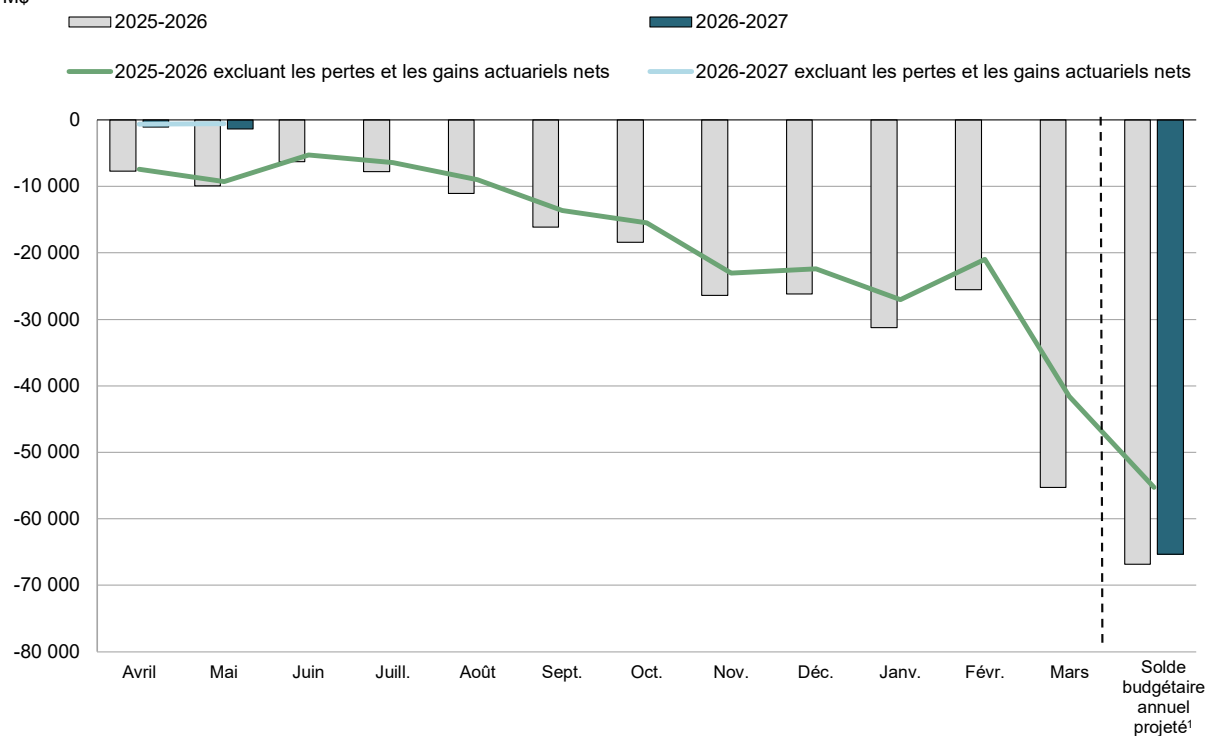
Au total pour ces deux mois :

- Les revenus ont augmenté de 11,8 milliards de dollars (15,5 %), sous l'effet des hausses dans la plupart des principales catégories de revenus, tout particulièrement en ce qui concerne les rentrées d'impôt sur le revenu ainsi que les revenus tirés des taxes d'accise.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (3,7 %), ce qui s'explique par une hausse des charges de programmes directes et des principaux transferts aux particuliers, compensée en partie par une baisse des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (3,3 %), principalement sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables, compensée en partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, qui a commencé en cours d'exercice 2025-2026, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets

M\$



¹Source : Mise à jour économique du printemps de 2026

Tableau 1
État sommaire des opérations
M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2025	2026	2025	2025	2026	2025
Opérations budgétaires						
Revenus	38 784	45 890	37 244	41 936	76 028	87 826
Charges						
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-41 131	-41 753	-34 529	-36 678	-75 660	-78 431
Frais de la dette publique	-5 027	-4 768	-4 576	-5 156	-9 603	-9 924
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-7 374	-631	-1 861	102	-9 235	-529
Pertes actuarielles nettes	-335	-415	-335	-415	-670	-830
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-7 709	-1 046	-2 196	-313	-9 905	-1 359
Opérations non budgétaires	-4 441	-12 759	-8 534	-9 440	-12 975	-22 199
Ressources ou besoins financiers	-12 150	-13 805	-10 730	-9 753	-22 880	-23 558
Variation nette dans les activités de financement	11 592	14 818	30 016	12 291	41 608	27 109
Variation nette de la trésorerie	-558	1 013	19 286	2 538	18 728	3 551
Trésorerie à la fin de la période					64 869	51 888

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus de la période d'avril à mai de l'exercice 2026-2027 se sont chiffrés à 87,8 milliards de dollars, soit une hausse de 11,8 milliards de dollars (15,5 %) par rapport à la même période de l'exercice 2025-2026.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 8,5 milliards de dollars (13,5 %) par rapport à la même période en 2025-2026, ce qui s'explique par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés et des revenus tirés de la taxe sur les produits et services, compensée en partie par la baisse des droits de douane à l'importation. La baisse des droits de douane à l'importation est attribuable aux contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains, lesquelles avaient fait augmenter les revenus en 2025-2026 avant la suppression des mesures.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (7,0 %), sous l'effet d'une augmentation du nombre de personnes en emploi et de la hausse du maximum de la rémunération assurable qui a pris effet le 1^{er} janvier 2026.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (39,0 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus d'intérêts et de pénalités ainsi que des revenus des sociétés d'État entreprises et de ressources extracôticières.

Tableau 2
Revenus

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2025 ¹	2026	2025 ¹	2026	2025- 2026 ¹	2026- 2027	Variation
	(M\$)						(%)
Revenus fiscaux							
Impôts sur le revenu							
Particuliers	17 655	20 371	17 249	18 508	34 904	38 879	11,4
Sociétés	6 281	8 157	5 580	6 890	11 861	15 047	26,9
Non-résidents	1 326	1 544	1 043	1 184	2 369	2 728	15,2
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	25 262	30 072	23 872	26 582	49 134	56 654	15,3
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	4 425	5 350	4 402	5 175	8 827	10 525	19,2
Taxes sur l'énergie	408	430	455	598	863	1 028	19,1
Droits de douane à l'importation	1 210	766	1 146	727	2 356	1 493	-36,6
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	477	585	829	660	1 306	1 245	-4,7
Total des autres taxes et droits	6 520	7 131	6 832	7 160	13 352	14 291	7,0
Total des revenus fiscaux	31 782	37 203	30 704	33 742	62 486	70 945	13,5
Cotisations d'assurance-emploi	3 135	3 385	2 948	3 125	6 083	6 510	7,0
Autres revenus	3 867	5 302	3 592	5 069	7 459	10 371	39,0
Total des revenus	38 784	45 890	37 244	41 936	76 028	87 826	15,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours. En particulier, les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers sont inclus dans les autres revenus, ce qui cadre avec la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.

Charges

Pour la période d'avril à mai de l'exercice 2026-2027, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont chiffrées à 78,4 milliards de dollars, soit une hausse de 2,8 milliards de dollars (3,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (6,1 %).
 - Les transferts au titre du programme de la Sécurité de la vieillesse ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (4,2 %), ce qui s'explique en partie par l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (15,8 %), principalement en raison des nouvelles mesures ayant élargi l'accès aux prestations d'assurance-emploi, de même que d'un effet du calendrier étant donné que le mois de mai 2026 comptait une période de paiement du dimanche de plus que le mois de mai 2025.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,2 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont diminué de 0,5 milliard de dollars (2,5 %), ce qui s'explique par une différence d'une année à l'autre dans le calendrier des transferts en matière de santé, compensée en partie par les hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 2,0 milliards de dollars (95,0 %), sous l'effet de l'élimination structurelle progressive de la Remise canadienne sur le carbone et des mécanismes connexes de retour des produits de la redevance sur les combustibles en 2025-2026 à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (12,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (13,4 %), ce qui s'explique par la hausse de différents transferts, notamment en ce qui concerne l'Allocation canadienne pour les travailleurs, le Régime canadien de soins dentaires, les contributions au titre de la défense et les transferts de revenus de ressources extracôtières.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (11,1 %). Cette augmentation est attribuable en grande partie à la hausse des charges au titre de la défense ainsi que des charges pour créances irrécouvrables, sous l'effet d'une modification de la méthode de comptabilisation des charges mensuelles pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a été mise en place en décembre 2025 et qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (3,3 %), principalement en raison de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables, compensée en partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (23,9 %), sous l'effet de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, qui a commencé en cours d'exercice 2025-2026, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3
Charges

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2025 ¹	2026	2025 ¹	2026	2025-2026 ¹	2026-2027	Variation
	(M\$)						(%)
Principaux transferts aux particuliers							
Programme de la Sécurité de la vieillesse	6 749	6 908	6 745	7 149	13 494	14 057	4,2
Prestations d'assurance-emploi	2 036	2 155	2 009	2 529	4 045	4 684	15,8
Prestations pour enfants	2 520	2 534	2 430	2 575	4 950	5 109	3,2
Total des principaux transferts aux particuliers	11 305	11 597	11 184	12 253	22 489	23 850	6,1
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités							
Transfert canadien en matière de santé	4 557	4 785	4 557	4 790	9 114	9 575	5,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 452	1 495	1 451	1 495	2 903	2 990	3,0
Péréquation	2 181	2 264	2 181	2 263	4 362	4 527	3,8
Formule de financement des territoires	878	935	878	935	1 756	1 870	6,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	-	-	-	-	-	s.o.
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	-	-	-	-	s.o.
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	2 150	909	-	-	2 150	909	-57,7
Autres arrangements fiscaux ³	-668	-696	-670	-698	-1 338	-1 394	-4,2
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	10 550	9 692	8 397	8 785	18 947	18 477	-2,5
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers	1 340	57	763	48	2 103	105	-95,0
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	8 927	10 080	4 824	5 507	13 751	15 587	13,4
Charges de fonctionnement	9 009	10 327	9 361	10 085	18 370	20 412	11,1
Total des charges de programmes directes	17 936	20 407	14 185	15 592	32 121	35 999	12,1
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	41 131	41 753	34 529	36 678	75 660	78 431	3,7
Frais de la dette publique	5 027	4 768	4 576	5 156	9 603	9 924	3,3
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	46 158	46 521	39 105	41 834	85 263	88 355	3,6
Pertes actuarielles nettes	335	415	335	415	670	830	23,9
Total des charges	46 493	46 936	39 440	42 249	85 933	89 185	3,8

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours. En particulier, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs est inclus dans les autres paiements de transfert, ce qui cadre avec la fin des mesures de soutien temporaires liées à la COVID-19. De plus, certaines autres sommes ont été reclassées et sont passées des catégories des charges de fonctionnement et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités à la catégorie des autres paiements de transfert pour refléter leur présentation prévue dans les Comptes publics du Canada.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec de façon continue à l'égard d'un transfert historique de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments. En ce qui concerne l'abattement du Québec aux fins des paiements de remplacement pour les programmes permanents, les sommes versées au Québec au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et de la péréquation sont inscrites ci-dessus de la même façon que les transferts aux autres provinces. Toutefois, puisqu'une partie des transferts versés au Québec prend la forme d'un abattement de l'impôt fédéral, ce montant doit être soustrait des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités. La partie restante de l'abattement du Québec correspond aux sommes recouvrées à l'égard du transfert de points d'impôt aux fins de l'ancien programme des allocations aux jeunes.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

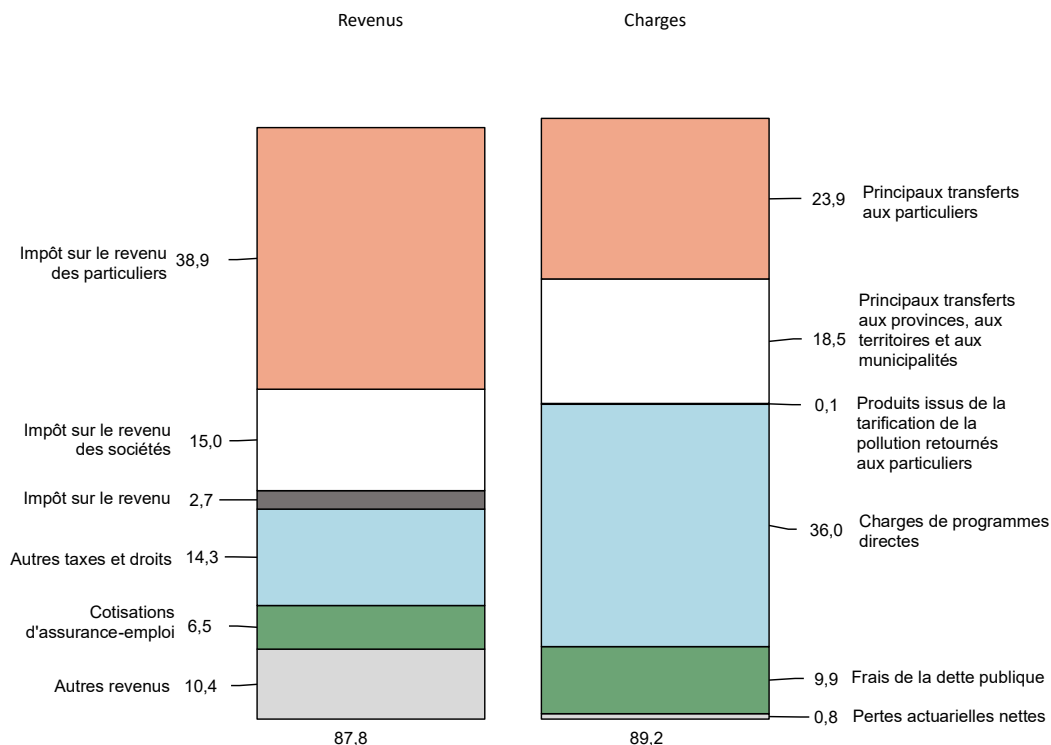
Total des charges, par article de charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2025 ¹	2026	2025 ¹	2026	2025- 2026 ¹	2026- 2027	
	(M\$)						(%)
Paiements de transfert	32 122	31 426	25 168	26 593	57 290	58 019	1,3
Autres charges							
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	5 892	6 197	6 160	6 321	12 052	12 518	3,9
Transports et communications	73	101	244	226	317	327	3,2
Information	10	10	37	31	47	41	-12,8
Services professionnels et spéciaux	414	570	1 180	1 534	1 594	2 104	32,0
Location	603	731	295	359	898	1 090	21,4
Réparation et entretien	106	92	190	219	296	311	5,1
Services publics, fournitures et approvisionnements	183	452	184	190	367	642	74,9
Autres subventions et charges	1 266	1 705	458	717	1 724	2 422	40,5
Amortissement des immobilisations corporelles	451	462	601	484	1 052	946	-10,1
Perte nette sur cession de biens	11	7	12	4	23	11	-52,2
Total des autres charges	9 009	10 327	9 361	10 085	18 370	20 412	11,1
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	41 131	41 753	34 529	36 678	75 660	78 431	3,7
Frais de la dette publique	5 027	4 768	4 576	5 156	9 603	9 924	3,3
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	46 158	46 521	39 105	41 834	85 263	88 355	3,6
Pertes actuarielles nettes	335	415	335	415	670	830	23,9
Total des charges	46 493	46 936	39 440	42 249	85 933	89 185	3,8

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à mai 2026)

G\$



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 23,6 milliards de dollars d'avril à mai 2026

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars et des besoins financiers de 22,2 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mai 2026 s'est soldée par des besoins financiers de 23,6 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 22,9 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2025	2026	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-7 709	-1 046	-2 196	-313	-9 905	-1 359
Opérations non budgétaires						
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-7 099	-10 212	-3 382	-4 815	-10 481	-15 027
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	567	-81	776	1 555	1 343	1 474
Comptes de changes et produits dérivés	6 110	1 340	-771	-909	5 339	431
Prêts, placements et avances	-3 334	-3 837	-4 735	-4 483	-8 069	-8 320
Actifs non financiers	-685	31	-422	-788	-1 107	-757
Total des opérations non budgétaires	-4 441	-12 759	-8 534	-9 440	-12 975	-22 199
Ressources ou besoins financiers	-12 150	-13 805	-10 730	-9 753	-22 880	-23 558

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 27,1 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 23,6 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 3,6 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 27,1 milliards de dollars.

L'accroissement de la dette non échue a été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de mai 2026, les soldes de trésorerie se chiffraient à 51,9 milliards de dollars, soit 13,0 milliards de dollars de moins qu'à la fin du mois de mai 2025.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2025	2026	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Ressources ou besoins financiers	-12 150	-13 805	-10 730	-9 753	-22 880	-23 558
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	13 239	13 190	18 242	7 304	31 481	20 494
Bons du Trésor	6 516	3 822	11 744	4 684	18 260	8 506
Total des emprunts en dollars canadiens	19 755	17 012	29 986	11 988	49 741	29 000
Emprunts en devises	-8 112	-2 140	50	324	-8 062	-1 816
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	11 643	14 872	30 036	12 312	41 679	27 184
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-51	-54	-20	-21	-71	-75
Variation nette dans les activités de financement	11 592	14 818	30 016	12 291	41 608	27 109
Variation de la trésorerie	-558	1 013	19 286	2 538	18 728	3 551
Trésorerie à la fin de la période					64 869	51 888

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Juillet 2026